

**Maurice PAPON**

Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de la Valeur Militaire
Chevalier du Mérite Agricole
Combattant Volontaire de la Résistance
Député sortant
Président de la Commission des Finances
de l'Assemblée Nationale

Élections législatives du 4 mars 1973

3^e Circonscription du Cher

Chères Électrices,

Chers Électeurs,

Vous m'avez élu en juin 1968 pour défendre les institutions républicaines menacées par l'émeute, promouvoir le progrès social, rénover le Berry. A vous de dire le 4 mars prochain si votre député a été fidèle à ses engagements et reste digne de votre confiance.

*
**

La République a fait la preuve de sa solidité. L'ordre a permis une **expansion économique** qui a doublé la consommation des ménages de 1959 à 1972, accru l'épargne de 70 % et amélioré le pouvoir d'achat de 28 % de 1968 à 1972.

Cette croissance économique, qui place notre nation en tête des pays industriels, a **accélééré le progrès social** en aidant les plus menacés ou les plus défavorisés de nos concitoyens, **en doublant l'allocation vieillesse en 5 ans, en construisant plus d'écoles, plus de logements, plus de maisons de retraite, plus de maisons de jeunesse, plus d'autoroutes, en généralisant la mensualisation, en créant la formation permanente**, condition de la véritable égalité des chances.

*
**

Certains vous proposent aujourd'hui, en dépit de ces progressions spectaculaires, de « changer de société ». Que cela veut-il dire, sinon de substituer, à **une société libre qui fait confiance à l'initiative de chacun des Français**, une société collectiviste qui repose sur la contrainte imposée par l'Etat. De la nationalisation des entreprises jusqu'aux offices d'aménagement foncier qui ouvrent la voie à la collectivisation de la terre, on aboutirait rapidement, « avec l'appui des masses », à la dictature communiste.

Avec le solide bon sens de notre pays, vous refuserez ce processus. Le choix est clair : vous direz non au bouleversement de notre économie, au changement de notre société, à la dictature d'un parti dominant, à la liquidation des libertés, à la fin de notre indépendance et à celle de l'Europe et du Marché Commun qui assure notamment l'écoulement de nos produits agricoles.

*
**

A vous de soutenir l'**exceptionnel effort d'équipement entrepris depuis 5 ans pour rénover le Berry**, en particulier dans cette III^e Circonscription de Saint-Amand.

Vous avez déjà la preuve que les choses ont changé. Crédits et subventions sont venus : logements, écoles, maisons de retraite, maisons de jeunesse, adduction d'eau, développement industriel et agricole, modernisation rurale, équipements communaux.

Demain, ce sera le réseau routier, déjà en cours de réfection et d'aménagement, l'autoroute de Paris, l'automatisation du téléphone qui s'inscriront dans les faits d'ici 1976. Et n'oubliez pas que le député que vous élirez sera membre de droit du Conseil de Région. Homme d'expérience, il devra veiller à la répartition des crédits d'équipements collectifs et de développement économique.

Les fonctions de Président de la Commission des Finances, de l'Economie et du Plan que j'assume, m'ont permis d'inspirer en de nombreux domaines notre politique nationale. Il en fut ainsi de la garantie de prix rémunérateurs pour la viande, ou celle de l'aide aux commerçants et artisans.

*
**

Le Berry ne pourrait continuer de progresser dans une France sur laquelle s'abattrait la main pesante de l'Etat ; déjà, il importe d'alléger et de simplifier son Administration actuelle. Que serait-ce avec un Etat dirigiste ou totalitaire ?

La prospérité économique, condition du progrès social, conduit à refuser l'aventure. Faites confiance à ceux que vous avez vus à l'œuvre. Faites confiance à ceux qui sont déterminés à défendre la liberté à laquelle vous tenez par-dessus tout.

Demain, comme hier, c'est l'éternel combat des hommes pour leur liberté et tel est, une fois de plus, l'enjeu de ces élections.

Ensemble, nous ferons toujours davantage de la France une terre de justice, sans qu'elle cesse d'être une terre de liberté.

Vive le Berry !
Vive la France !
Vive la République !

Maurice PAPON

Député sortant
Président de la Commission des Finances,
de l'Economie et du Plan
de l'Assemblée Nationale



Suppléant :
Michel LAFAY
Pharmacien
Maire de Sancergues
Conseiller Général